

POLE INSTITUTE

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



**LA CONFERENCE DE GOMA ET LA
QUESTION DE LA PRESENCE DES
FDLR AU SUD ET NORD-KIVU : ETAT
DES LIEUX.**

Par **Aloys Tegera**

Mars 2008

Liste des abréviations

AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ALiR	: Armée de Libération du Rwanda
APR	: Armée Patriotique Rwandaise
CNDP	: Congrès National pour la Défense du Peuple
FAR	: Forces Armées Rwandaises
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	: Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FOCA	: Forces Combattantes - Abacunguzi
HCR	: Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
MONUC	: Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-K/ML	: RCD-Kisangani/Mouvement de Libération
RDC	: République Démocratique du Congo
RDF	: Rwanda Defence Forces
RDR	: Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda
RUD	: Ralliement pour l'Unité et la Démocratie

LA CONFERENCE DE GOMA ET LA QUESTION DE LA PRESENCE DES FDLR AU SUD ET NORD-KIVU : ETAT DES LIEUX.

La conférence sur la paix, la sécurité et le développement des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu tenue à Goma du 6 au 23 janvier 2008 s'est soldée par la signature d'un acte d'engagement des groupes armés, du gouvernement congolais et des représentants de la communauté internationale. Au regard de la décision précipitée de tenir une telle conférence au lendemain de la défaite militaire des Forces Armées de la République Démocratiques du Congo (FARDC) à Mushaki en décembre 2007, l'impréparation et les difficultés logistiques subséquentes, la signature de cet acte d'engagement fut un soulagement pour nombre d'observateurs et un signe d'espoir pour les deux Kivu. D'abord cet acte d'engagement offre un cadre de travail intéressant pour les parties en conflit. Pour le Président de la République acculé par les va-t-en guerre autour de lui, il peut utiliser cet acte d'engagement comme un événement fondateur pour faire les choses autrement. A son arrivée au pouvoir en janvier 2001 il a su privilégier une solution négociée avec les belligérants et rien ne l'empêche de recourir à la même stratégie qui lui avait valu le respect au sein de la communauté nationale et internationale. Pour les différents groupes armés, la conférence de Goma fut une occasion de reconnaissance dans la mesure où elle leur a permis de sortir de la clandestinité pour devenir des acteurs fréquentables dans les négociations en cours.

Cet acte d'engagement est dans l'ensemble accueilli comme un panneau indicateur qui montre la bonne direction à prendre. Cependant tout panneau indicateur n'indique que la direction et la distance à parcourir, il revient aux acteurs significatifs engagés dans la négociation de prendre résolument la route et mener à bout la course entreprise. Le désaccord actuel entre le gouvernement et le CNDP autour du contenu de l'ordonnance portant création de la commission technique mixte montre qu'il y aura sur le chemin à parcourir du mauvais temps et du brouillard. Mais s'il y a une volonté de se dépasser de la part des parties en négociations, il y aura toujours une lumière au bout du tunnel. Le succès comme l'échec de l'acte d'engagement signé dépend en définitive de ses propres signataires.

Ceci dit, le plus difficile reste la question de la présence des FDLR que la conférence de Goma souhaite résoudre dans le cadre des accords de Nairobi signés en novembre 2007 entre le Rwanda, les Etats Unis et la République Démocratique du Congo. D'aucuns s'inquiètent de ce transfert de compétence à une tripartite dont les rouages du fonctionnement restent encore à mettre en place. Dans l'entre temps, les FDLR arrivées au Kivu en juillet 1994, et dont certains parmi les dirigeants sont accusés d'avoir participé activement au génocide rwandais,

font la pluie et le beau temps dans plusieurs zones du Nord et Sud-Kivu. Finalement qui sont ces FDLR qui ont pris en étau les deux Kivu et dont dépend toute paix durable dans la sous-région des Grands Lacs ?

Tous coupables, tous responsables.

Tout commence avec le génocide rwandais de 1994 au cœur du débat entre Rwandais vivant au pays et Rwandais de la diaspora. Depuis lors, la réalité de ce génocide est désormais reconnue par le monde entier, mais elle est appréhendée différemment au sein de réfugiés Hutu rwandais, installés au Sud et au Nord-Kivu et ailleurs dans le monde.

Face à l'innommable, la question de la responsabilité du génocide et des massacres fait son chemin dans les débats et inquiète des groupes précis parmi les réfugiés Hutu rwandais au Kivu. Entre octobre 1994 et avril 1995 à Bukavu et dans le camp de Mugunga au Nord-Kivu, le parti du Rassemblement pour la Démocratie et le retour des Réfugiés (R.D.R) est créé et présidé par François Nzabahimana, membre du comité de rédaction de la revue « Dialogue », désormais installée à Bruxelles.

Pour J.P. Chrétien, « Les thèses de cette mouvance qui se présente comme une « troisième voie » sont simples : le génocide n'est qu'un aspect des massacres de « la guerre », les victimes du F.P.R. ont été nombreuses (ce qui n'est pas inexact) et auraient l'ampleur d'un autre génocide, qui celui-là serait resté secret. Ce « double génocide » est inscrit dans la confrontation pluriséculaire entre Hutu et Tutsi et il est même suggéré que celui de 1994 serait un montage médiatique dû à la fourberie tutsi. Dès lors, la seule issue serait le pardon réciproque et la négociation entre le gouvernement tutsi de Kigali et les représentants des réfugiés Hutu. Sinon la revanche serait inévitable... Tout se passe comme si, en Europe en particulier, on voulait contraindre Kigali à négocier avec ces forces, sur la base d'une amnistie générale et d'un compromis fondé sur le dualisme ethnique. En « équilibrant » les responsabilités de 1994, l'idéologie négationniste visait effectivement à culpabiliser globalement les deux « camps », tutsi et Hutu, pour mieux innocenter tout le monde, à commencer par les promoteurs mêmes du génocide ».¹

Les thèses du RDR furent officiellement endossées par le haut commandement des ex-FAR lors d'une rencontre organisée à Bukavu du 28 au 29 avril 1995 dans laquelle ces officiers

¹ CHRETIEN, J.P., L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire, Aubier, Paris, 2000, pp. 296 – 297.

supérieurs² de l'armée de Habyarimana allèrent plus loin en proposant que le gouvernement en exil soit tout simplement remplacé par le RDR pour la défense de leurs intérêts. Le secrétariat exécutif dirigé par l'ancien gouverneur de la Banque du Rwanda Denis Ntirugirimbabazi fut installé à Nairobi au Kenya. L'aile militaire et politique fonctionnèrent tant bien que mal jusqu'au début de 1996 quand une affaire d'argent opposant le président François Nzabahimana au Général Major Augustin Bizimungu et au Colonel André Bizimana provoqua le début de la fin du mouvement.³

Pour les populations congolaises, les réfugiés Hutu rwandais installés au Sud et Nord-Kivu à la frontière avec le Rwanda, bien que soutenus par un régime Mobutu visiblement à la dérive et en fin de règne, sont un désastre écologique pour la faune et la flore du Parc National des Virunga, mais aussi une crise humanitaire pour les populations de la petite ville de Goma envahie et submergée par la marée humaine rwandaise. Leur proximité avec la frontière avec le Rwanda constituait aussi une base pour lancer les raids contre des rescapés témoins du génocide.

Une machine militaire composée par les ex-FAR et les milices Interahamwe s'organise et représente l'aile combattante du RDR. Les entraînements et les détournements de l'aide alimentaire se passent sous l'œil complaisant du HCR. Ses raids ciblés entre 1995 et mi-1996 évitent dans l'ensemble une confrontation directe avec l'Armée patriotique rwandaise (APR).

Alliance avec Laurent Kabila et création de l'ALIR.

Le démantèlement des camps de réfugiés Hutu rwandais en automne 1996 par l'APR, leur dispersion et le massacre de plusieurs parmi eux par les troupes de l'AFDL appuyées par l'armée rwandaise marque le début de la complexité et de l'enlisement de la question de réfugiés Hutu rwandais et plus particulièrement de leur composante armée.

L'alliance entre Laurent Kabila et ses parrains rwandais fut de courte durée et sa tentative de s'affranchir définitivement de ces derniers déclencha en août 1998 une deuxième rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Face à une coalition des rebelles

² Il y avait dans cette rencontre : le Général Major Augustin Bizimungu, le Général de Brigade Gratien Kabiligi, les Colonels Murasampongo, Aloys Ntiwiragabo, Vénant Musonera, les Lieutenants-Colonels Juvénal Bahufite, Antoine Sebahire, Augustin Rwamanywa, Paul Rwarakabije, Edouard Gasarabwe, Dr. Baransalitse, les Majors Aloys Ntabakuze, Théophile Gakara et François-Xavier Nzuwonemeye. Voir African Rights, « A welcome expression of intent. The Nairobi communiqué and the ex-FAR/Interahamwe », Décembre 2007, p. 12.

³ African Rights, *ibid*, p. 13.

appuyés par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, Laurent Kabila ne trouva pas mieux que de s'allier les ex-FAR et Interahamwe rwandais qui venaient de jouer un rôle important dans la conquête du pouvoir par Sassou Nguesso au Congo Brazzaville contre le président élu Pascal Lissouba.

Selon un rapport d'International Crisis Group (ICG) daté du 10 août 1998, une délégation des ex-FAR se rendit à Lubumbashi pour rencontrer Laurent Kabila et, au terme d'un mois de négociations, une sorte de « gentlemen's agreement » fut conclu le 10 septembre 1998. Selon cet accord les ex-FAR et Interahamwe prêteraient main forte à Laurent Kabila dans sa lutte contre l'agression à l'Est de la RD Congo et ce dernier, en retour, mettrait à leur disposition la logistique nécessaire dans leur effort de reconquérir le Rwanda. Notons les figures proches de Laurent Kabila au cœur de ce rapprochement, Victor Mpozo, Didier Kazadi Nyembwe et Mwenze Kongolo. Et du côté de réfugiés Hutu rwandais le colonel André Bizimana et le Dr Casimir Bizimungu seraient les personnes clefs de cette alliance.⁴ Il y aurait aussi un homme discret et plutôt peu connu, Fabien Singawe, ancien ambassadeur du Rwanda en Suisse qui a contribué à rendre possible ce rapprochement.⁵

Entre-temps, dès juillet 1998, trois officiers supérieurs, Léonard Nkundiyé, Paul Rwarakabije, et Gaston Iyamuremye se sont infiltrés au Rwanda pour commander une insurrection dans le nord-ouest du pays, à Ruhengeri et Gisenyi.⁶ Parallèlement à l'organisation et à la structuration des activités des insurgés au nord du Rwanda, une force armée composée d'éléments des ex-FAR et milices Interahamwe venus de plusieurs pays⁷ où ils avaient été dispersés lors de la conquête du pouvoir par l'AFDL s'organise à Kinshasa et se nomme l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR). Contrairement à la naissance du RDR et ses difficultés avec la branche armée, ALIR se dota d'une branche politique chargée de la mobilisation populaire nommée PALIR (People's Army for the Liberation of Rwanda).

A ses débuts, les effectifs de l'ALIR sont estimés à 11.000 hommes⁸ et ses brigades sont basées à Kamina, Lubumbashi (province du Katanga), à Mbuji-Mayi (province du Kasai), et deux bataillons à Mbandaka et Ikela (province de l'Equateur). Avec l'aide de l'aviation et de

⁴ African Rights, *ibid*, p. 17

⁵ TSHITENGE LUBABU, « Qui sont les FDLR ? », *Jeune Afrique*, du 2 décembre 2007.

⁶ African Rights, *ibid*, p. 15.

⁷ Il s'agit principalement du Congo Brazzaville et la République Centre Africaine

⁸ Le Major Mugaragu venu de Brazzaville à la tête de 2200 hommes entra à Kinshasa le 5 octobre 1998, Evariste Nyampame qui était en République Centre Africaine en compagnie de Sylvestre Mudacumura répondit à l'appel de Laurent Kabila avec un groupe estimé à 380 hommes. Voir African Rights, *ibid*, p. 18

l'artillerie zimbabwéennes et angolaises, les ex-FAR et Interahamwe furent un allié de poids à Laurent Kabila dans la partie ouest et sud-est du pays.

La déroute de l'insurrection dans le nord-ouest du Rwanda notamment après la mort des officiers Nkundiye et Mugemanyi déversa ses effectifs restants, sous la conduite de Paul Rwarakabije dans le Masisi (province du Nord Kivu) en octobre 1998.⁹ Cependant il faudra attendre 2001 pour que les forces de l'ALIR soient définitivement mises hors d'état de nuire dans l'ensemble du pays au Rwanda.

La création du CCR.

La défaite de l'ALIR au Rwanda coïncida avec son inclusion sur la liste américaine d'organisations terroristes, ce qui gênait le gouvernement de Laurent Kabila en alliance avec ce mouvement. Ce dernier, contraint de se réinventer une identité, se transforma en CCR (Comité de Coordination pour la Résistance), sous la présidence du Dr Casimir Bizimungu. Le comité directeur comprenait en outre le colonel Tharcisse Renzaho (secrétaire exécutif et chef de l'armée), Hyacinthe Rafiki ,ancien ministre des travaux publics (chargé de la documentation et sécurité), le colonel André Bizimana (chargé de renseignement), le colonel Aloys Ntiwirigaba (chargé de la logistique),et le colonel Jean-Bosco Ruhorahoza (chargé du recrutement et des opérations). Cependant, les dissensions internes autour du pouvoir au sein du CCR provoqua l'éclatement du comité et, dans la foulée de ces querelles, les FDLR furent créées.

Les FDLR dans le sillage de Laurent Kabila.

L'idée de fonder ce mouvement armé revient aux colonels Aloys Ntiwirigaba et Hyacinthe Rafiki. A ses débuts la direction du mouvement est purement militaire. Son commandant, le colonel Ntiwirigaba, était basé à l'époque à Kinshasa et son second, le colonel Renzaho, à Lubumbashi. Ils bénéficient de l'appui d'autres officiers tels Sylvestre Mudacumura à l'époque basé à Pweto, Bernard Uwizeyimana et André Bizimana.

Dans le contexte d'une guerre qui s'installait dans la durée avec un Laurent Kabila incapable de reprendre les territoires perdus à l'Est du Congo et les rebelles tenus en échec par les

⁹ TSHITENGE LUBABU, *ibid* ; African Rights, *ibid*

troupes zimbabwéennes et angolaises aidées par les ex-FAR et Interahamwe rwandais dans le Kasai, le Katanga et à l'Equateur, un dialogue politique fut initié. Les négociations entre belligérants qui aboutirent aux accords de Lusaka en juillet 1999 qualifièrent les FDLR et d'autres groupes armés supplétifs aux forces de Laurent Kabila de « forces négatives ». Cet isolement obligea Laurent Kabila à forger une grande coalition entre les FDLR et les milices Mayi Mayi pour, d'une part, rapprocher les Rwandais de populations congolaises et, d'autre part, présenter le combat des milices Mayi Mayi comme un acte patriotique et dans la foulée dissimuler l'identité rwandaise des FDLR, principale force combattante de cette coalition dans les deux Kivu. Cette stratégie est à la base d'une convention signée entre le représentant des Mayi Mayi au Sud-Kivu, l'actuel général Kalendo Bulenda alias Padiri et Paul Rwarakabije en 1999.¹⁰

La défaite militaire à Pweto, un tournant pour les FDLR

La défaite militaire de Laurent Kabila à Pweto en juillet 2000 marque un tournant dans ses relations avec les FDLR. D'une part la désintégration de son armée et la perte d'une grande quantité d'armes au profit de l'APR rendait plus que jamais caduque tout espoir de reconquérir les régions de l'est du pays et encore moins de tenir sa promesse d'aider les FDLR à retourner au Rwanda avec les armes. A cela s'ajoutait les critiques des troupes étrangères notamment zimbabwéennes pour qui les Forces Armées Congolaises étaient une bande d'incapables difficiles à aider sans prendre sur soi d'énormes pertes ainsi que les pressions internationales exercées sur Kabila pour qu'il désarme les ex-FAR/Interahamwe responsables du génocide rwandais. Laurent Kabila se résolut de convertir les promesses militaires faites aux FDLR en un engagement politique à leur faveur.

Concrètement il fallait dans un premier temps que les FDLR lui donnent une brigade qu'il désarmerait, cantonnerait et montrerait à la face du monde comme les seuls soldats rwandais à sa disposition et, dans un deuxième temps, il était impératif que les FDLR se choisissent un dirigeant qui n'a pas été, de près ou de loin, impliqué dans le génocide rwandais. La brigade 1780 commandée par le colonel Ndagijimana fut choisie, confinée à Kamina et ses armes et munitions brûlées devant les cameras internationales et Ignace Murwanashyaka fut nommé comme le nouveau président des FDLR. La nomination de cet économiste qui se trouvait en Allemagne dès 1989 fut entérinée lors du congrès des FDLR en octobre 2000.¹¹ Le congrès

¹⁰ African Rights, *ibid*, p. 20

¹¹ African Rights, *ibid*, p. 21

désigna aussi son 1^{er} vice-président, Jean Marie-Vianney Higiroy, le 2^{ème} vice-président, Paul Rwarakabije et le secrétaire exécutif, Alexis Nshimiyimana.

Assassinat de Laurent Kabila et réorientation des FDLR

L'assassinat de Laurent Kabila le 16 janvier 2001 et son remplacement par son fils Joseph Kabila ouvert à un dialogue politique avec les belligérants -contrairement à son père - provoqua de grosses inquiétudes au sein des FDLR. Il fallait que ces derniers apprennent à intégrer la dimension politique dans leur combat. Leurs inquiétudes furent exacerbées par la décision des Etats Unis en juillet 2002 de récompenser en millions de dollars américains quiconque arrêterait les personnes responsables du génocide rwandais accusées et dispersées à travers le monde. Parallèlement à l'initiative américaine, en date du 31 juillet 2002, l'accord de Pretoria entre le Rwanda et la RDC fut signé. Selon cet accord, le Rwanda s'engageait à retirer son armée du Congo et en retour, la RDC devait interdire les activités politiques des FDLR sur son sol et expulser leurs leaders endéans 72 heures. Effectivement un mois plus tard le Général Major Augustin Bizimungu fut arrêté en Angola le 2 août 2002, Tharcisse Renzaho fut à son tour arrêté en RD Congo le 29 septembre 2002 et enfin dix de leaders FDLR cantonnés à Kamina furent transférés au Rwanda. Ces arrestations et expulsions de personnalités de haut niveau de l'Etat major des ex-FAR/Interahamwe obligèrent la branche armée des FDLR se trouvant à l'ouest de rejoindre les forces de Paul Rwarakabije à l'Est du pays et le 15 février 2003, les forces conduites par Mudacumura arrivèrent à Kilembwe au Sud-Kivu.

Cette union des forces venues de l'ouest (ALIR 2) avec celles installées à l'est (FDLR-FOCA¹²) ne durera pas longtemps car en date du 15 novembre 2003, le commandant de la branche armée FDLR – FOCA et 2^{ème} vice-président des FDLR, le Général de Brigade Paul Rwarakabije, se décide de retourner au Rwanda accompagné de 160 hommes dont 4 officiers supérieurs et 3 jeunes officiers.¹³ Les forces restantes sont réorganisées et commandées par le Général Major Sylvestre Mudacumura.

¹² Forces Combattantes Abacunguzi en sigle FOCA

¹³ SEZIBERA R, « Development Partner's Meeting », Kigali Decembrer 1-2, 2005.

Le poids du génocide et l'appétit pour l'argent.

Face à la nouvelle orientation politique de Joseph Kabila de privilégier un dialogue pour mettre fin à la guerre du Congo, les FDLR voient leur importance stratégique baisser. En outre, des dissensions apparaissent au sein du mouvement pour deux raisons principales.

La première, c'est le degré de responsabilité de certains officiers supérieurs dans le génocide rwandais face aux jeunes recrutées principalement en exil et qui n'ont pas participé comme tel aux horreurs du génocide. Le choix d'Ignace Murwanashyaka, nous l'avons dit, était essentiellement une tentative de rendre propre la représentation des FDLR. Tout comme le communiqué de Rome signé le 30 mars 2003 par lui-même au terme des négociations facilitées par la communauté Saint Egidio dans lequel - « les FDLR condamnent le génocide commis au Rwanda et leurs auteurs. Elles s'engagent à lutter contre toute idéologie de haine ethnique et renouvellent leur volonté de coopérer avec la justice internationale » - est une autre tentative d'en faire un mouvement politiquement correct et digne de ce nom.¹⁴ Sur le terrain, un tel virage est tout simplement ressenti comme une trahison par le commandement militaire aux mains des officiers qui ont trempé dans le génocide rwandais.

La deuxième raison de dissensions internes du mouvement concerne l'argent. Ainsi le positionnement idéologique face au génocide rwandais et l'argent sont à la base de plusieurs scissions et restructurations des FDLR dans les forêts du Congo, dont les principales ailes sont :

- **Le RUD-URUNANA (Rassemblement pour l'Unité et la Démocratie).**

Il a été créé par Jean Marie-Vianney Higiroy en collaboration avec Félicien Kanyamibwa le 12 septembre 2004 en rupture avec Ignace Murwanashyaka. Le RUD – URUNANA bénéficie depuis juin 2006 de l'appui militaire de AN-Imboneza suite à une dispute autour de l'argent entre Mudacumura et le colonel Jean-Damascène Ndibabaje, alias Musare. Son état major serait composé de : Ndibabaje, alias Musare (commandant suprême), Lt.Col. Martin Nzitonda (Commandant adjoint), Lt.Col. Bernard Hitimana (Administration et personnel), Lt.Col. Nteziyaremye (Renseignement), Lt.Col. Nzitonda (Recrutement et opérations), Sous Lt. Samuel Bahembera (Logistique), Major Victor (nom de guerre) (Mobilisation politique).

¹⁴ GESLIN Jean-Dominique, « Démobilisation générale », J.A., du 10 avril 2005.

Cette brigade de Ndibabaje est plutôt divisée en quatre compagnies à cause du nombre réduit de ses effectifs.

- **Le CMC-FOCA (Commandement Militaire pour le Changement).**

Il fut créé en juin 2005 par le Général Major Séraphin Bizimungu, alias Amani Mahoro, suite à un désaccord autour du communiqué de Rome entre Bizimungu et le Général Major Mudacumura commandant de FDLR-FOCA. Bizimungu reçut l'appui du colonel Nsabimana, alias Rubasha, et d'un autre officier, Balthazar Ntakamarishavu. Quand en décembre 2005 Bizimungu décida de retourner au Rwanda, il fut remplacé par Christophe Hakizabera à la tête du mouvement.

- **Les Rasta**

Ils sont plutôt une faction constituée d'éléments hétéroclites issus des FDLR, des Mayi et Mayi et milices shi Mudundu 40 qui se sont illustrés par leur brutalité, massacres, vols, viols et pillages des populations civiles dans le Sud-Kivu.

Les FDLR : une machine de guerre bien structurée.

Malgré ces dissensions internes, les FDLR demeurent une machine militaire et politique structurée autour de son état major¹⁵ composé de deux ailes, politique et militaire par les personnes suivantes :

Direction politique, officiellement basée dans la localité de Mbeshimbeshi, groupement Ufamando 2, collectivité Katoyi en territoire de Masisi :

- Ignace Murwanashyaka, président, résidant à Berlin en Allemagne.
- Straton Musoni, vice-président, vivant en Allemagne.
- Général de Brigade Gaston Iyamuremye, sur le terrain à Masisi
- Callixte Mbarushimana, secrétaire exécutif, installé à Paris, France
- Colonel Rumbago (nom de guerre), secrétaire exécutif adjoint, à Masisi

¹⁵ Cette structure des FDLR correspond aux informations disponibles recueillies fin décembre 2007. cf. African Rights, pp. 25 – 30.

- Jean Marie-Vianney Nyawenda, directeur de cabinet de Murwanashyaka sur le terrain à Masisi.

Secrétariat Exécutif :

- Secrétaire Exécutif : Callixte Mbarushimana
- Commission Défense et Sécurité : Général de Brigade Appolinaire Hakizimana
- Commission Finances et Patrimoine : Gilbert Rucira
- Commission politique : un ingénieur originaire de Kibuye ancien patron d'une société de construction nommée SOCOFI.
- Affaires sociales et éducation : Gabriel Kabanda
- Information : Ignace Nkaka.
- Mobilisation et propagande : Enock Dusabe
- Genre : Eugénie Niyonizigiye
- Relations extérieures : Juma Ngirishuti
- Droits humains : Basabose Testament

Direction militaire, officiellement basée dans la localité de Kalonge, groupement Ufamando 2, Collectivité de Katoyi en territoire de Masisi :

- Commandant suprême : Général Major Sylvestre Mudacumura
- Commandant adjoint : Stanislas Nzeyimana, alias Bigaruka.
- Chef d'Etat major : Général de Brigade Léodomir Mugaragu
- Administration et personnel (G1) : Colonel Donath Habimana
- Renseignement (G2) : Lieutenant colonel Bizumuremyi
- Recrutement, entraînement et opérations (G3) : Colonel Cyprien Uzabakiriho, alias Tedeum
- Logistique (G4) : Lieutenant Colonel Samuel Rucogoza
- Mobilisation politique (G5) : Lieutenant Colonel Amri Bizimana, alias Idrissa.

Il existe deux divisions militaires des FDLR au Sud et Nord-Kivu.

La division au Nord-Kivu est composée de :

- Commandant de la division : Colonel Pacifique Ntawunguka, alias Omega
- Commandant adjoint : Lt. Colonel Ezéchiél Gakwerere
- Administration et personnel : Lt.Colonel Sébastien Uwimbabazi, alias Manzi Christian
- Recrutement, entraînement et opérations : Lt.col. Marc Habimana
- Logistique : Lt.Col. Ephrem Manirabaruta, alias Furaha Honoré
- Mobilisation politique : Lt.Col. Appolinaire Kwitonda, alias Mandela, récemment décidé.

Les quatre bataillons qui composent la division militaire des FDLR au Nord-Kivu¹⁶ sont commandés par les personnes suivantes :

- Lt.Colonel Elie (surnom) : 1^{er} bataillon
- Lt.Colonel Jean Marie-Vianney Kanzehera : 2^{ème} bataillon
- Lt.Colonel Ndinzimihigo, ancien commandant du 3^{ème} bataillon
- Lt.Colone Tharcisse Nditirende, alias Hussein : 4^{ème} bataillon

La division au Sud.Kivu est composé de :

- Commandant de la division : Colonel Léopold Mujoyambere, alias Musenyeri Achille
- Commandant adjoint : Félicien Mureramanzi, alias Kanze
- Administration et personnel : Lt.Colonel Nkundabakura, alias Taylor et Esthère Mukakinanira, alias Aminata
- Renseignement : Lt.Colonel Uwimana
- Recrutement, Entraînement et opérations : Lt.Col. Josué Hagenimana
- Logistique : Lt.Col. Ferdinand Nsengiyumva, alias Bemba Bahizi
- Mobilisation politique : Lt.Col. Jean Marie-Vianney Ntahomvukiye

¹⁶ Les localités au Nord-Kivu où étaient les bataillons FDLR selon leur structure de 2004 sont : Matembe (Walikale), la forêt autour du volcan Nyamulagira, Binza en territoire de Rutshuru, Rambura-Kalambailo (Masisi) les forêts autour des volcans Mikeno et Kalisimbi et Pinga, zone frontière entre Walikale et Masisi. Voir SEZIBERA, *ibid*,

La documentation consultée qui date de décembre 2007 ne donne pas les localisations exactes de ces quatre bataillons. Cependant il y a lieu de penser que les positions de 2004 n'ont pas changé significativement.

Les quatre bataillons qui composent la division Sud-Kivu sont commandés par :

- Lt.Colonel Félicien Nsanzubukire, alias Fred Irakiza : 1^{er} bataillon qui couvre la zone de Uvira-Sange
- Major Abraham Bisengimana, alias Mutima : 2^{ème} bataillon pour la zone de Walungu
- Major Magambo, alias Rugina : 3^{ème} bataillon pour le zone Kilembwe
- Lt.Colonel Anastase Munyaneza, alias Job Kulamba : 4^{ème} bataillon couvrant la zone de Mwenga.

Il existe une brigade en réserve composée de trois bataillons qui interviennent selon les besoins du moment. Elle est commandée par le Lt.Colonel Félicien Nzabamwita, alias Kalume, secondé par le Lt.Colonel Anaclet Hitimana. Les trois bataillons sont commandés respectivement par :

- Lt Col. Wellars Nsengiyumva, alias Cirus : 1^{er} bataillon
- Lt Col. Augustin Nsengimana, alias Kandase : 2^{ème} bataillon
- Lt.Col. Noël Habiaremye, alias Frank : 3^{ème} bataillon. Ce dernier se serait rendu en Zambie en septembre 2007

Au regard de ce qui précède, les FDLR sont bien organisées et structurées au Sud et au Nord-Kivu et jouissent d'un réseau important à travers l'Afrique (Tanzanie, Soudan, Zambie, Cameroun, Uganda, Zimbabwe, Mozambique), l'Europe (Allemagne, Belgique, France, Norvège, Hollande, Autriche, Suisse, Suède, Danemark) et l'Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis).¹⁷

Elles justifient leur présence armée dans les deux Kivu comme une étape vers la reconquête du pouvoir perdu au Rwanda par les armes si le régime de Paul Kagame n'initie pas un dialogue politique avec elles. Cette exigence d'un dialogue politique inter- Rwandais ressemble plutôt à un dialogue des sourds.

D'une part, le gouvernement rwandais qui est en position de force face à une rébellion qui fait ses revendications à partir d'un pays tiers exige la reddition sans condition des FDLR comme l'ont fait naguère d'autres groupes armés et commandants militaires qui ont rejoint le

¹⁷ ROMKEMA, H., « Opportunities and constraints for the disarmament and repatriation of foreign arms groups in DRC », inédit, juin 2007, p. 49

Rwanda. D'autre part, les FDLR exigent des garanties quant à leur sécurité, l'intégration d'une partie de ses combattants au sein de l'APR et la possibilité de se transformer en un parti politique à part entière une fois sur le sol rwandais. Et pour les FDLR, seul un dialogue inter-Rwandais pourrait définir les bases de ce consensus politique.

Il n'empêche que la présence des FDLR dans les deux Kivu est devenue plus nuisible aux populations locales kivutiennes qu'au régime rwandais qu'elles sont censées combattre. Toutes les déclarations de différentes communautés ethniques présentes à la conférence de Goma sont unanimes pour demander le départ pur et simple du Kivu de ce groupe armé qui les a tant fait souffrir. Malgré le fait que certaines déclarations ont relayé la demande des FDLR d'un dialogue inter-rwandais, il est difficile d'en faire une pré-condition pour leur retour au Rwanda. D'autant plus qu'il est difficile pour un pays tiers tel la RD Congo d'imposer un dialogue interne au Rwanda.

La question qui se pose est celle de savoir comment les FDLR qui contrôlent et administrent de régions entières au Nord et au Sud-Kivu, réputées aguerries face à une armée nationale congolaise quasiment inexistante, impliquées dans plusieurs réseaux du commerce de ressources naturelles à leur portée (minerais, bois, transport, etc...) qui non seulement financent leur guerre mais aussi constituent une source d'enrichissement vont devoir quitter l'est du Congo.

L'acte d'engagement signé par les groupes armés et le gouvernement de Joseph Kabila a renvoyé l'épineuse question des FDLR aux accords de Nairobi signés en novembre 2007 et censés impliquer le Rwanda, la RD Congo et les Etats Unis dans le rapatriement volontaire des FDLR et si nécessaire par la force. Ces dernières disent ne pas se sentir concernées par des accords signés sans qu'elles aient été associées et promettent l'enfer aux populations du Kivu en cas de tentative de leur rapatriement par la force.

Face à cette situation complexe, la RD Congo se trouve en réelles difficultés. Après leur défaite cuisante à Mushaki face aux troupes du CNDP de Laurent Nkunda, il est inconcevable d'imaginer une offensive armée des FARDC contre les FDLR d'ici la fin du mois de mars 2008. A moins bien sûr que le Rwanda et les Etats Unis s'en occupent eux-mêmes. Ce qui est invraisemblable : les Américains sont en pleine campagne pour les élections présidentielles et l'idée même d'un éventuel retour de l'APR au Congo est inacceptable. La question de savoir

qui peut débarrasser du Kivu les FDLR pour que les deux provinces retrouvent une paix durable demeure entière.

Les arguments faux fuyants du ministre de la défense Diemu Tchikez selon lesquels 30 % des FDLR sont Congolais, ou ceux du président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, sur leur imbrication dans les structures sociales et familiales du pays, démontrent plus que jamais l'impuissance de la RD Congo à trouver une solution adéquate à la question de la présence des FDLR dans les deux Kivu. Quoi faire ? Comment avancer ? Quelles pistes de contournement ? Autant d'interrogations sans réponses à une question à bien des égards complexe.

- a) La première complexité résulte de l'intégration des FDLR au sein des FARDC. Une intégration qui remonte du temps de Laurent Désiré Kabila en guerre contre les rébellions RDC/Goma et MLC à l'Est de la RD Congo. Rappelons que le major Mugaragu était venu de Brazzaville le 5 octobre 1998 à la tête de 2.200 hommes, rejoints par 380 soldats de Nyampame et Mudacumura venus de la République Centrafricaine. Laurent Kabila a versé tous ces éléments dans ses Forces Armées Congolaises (FAC). D'autres effectifs FDLR ont été intégrés dans l'armée du gouvernement de la RDC entre 1998 et 2001 et leur nombre serait estimé autour de 6.000 militaires.¹⁸ Ainsi il y a des FDLR intégrées au sein des FARDC et des FDLR opérant comme des bandes armées autonomes dans les deux Kivu à Walungu, Shabunda, Mwenga et Bunyakiri etc... au Sud-Kivu, à Katoyi, Walikale, Kibua, Bunyatende etc... au Nord-Kivu. Elles sont souvent en alliance de circonstance avec les bandes armées congolaises Mayi Mayi. Celles intégrées dans les FARDC ne sont pas concernées explicitement par les accords de Nairobi et sont facilement dissimulables. La tentative de Diemu Tchikez d'avancer 30% des FDLR comme Congolais s'inscrit dans cet effort de les noyer dans la masse des effectifs FARDC notamment à cause des accords et promesses qui lient le gouvernement congolais aux FDLR et dont il ne peut se distancer sans provoquer la colère de ces derniers et les conséquences néfastes qui s'ensuivraient. D'autre part leurs services restent encore nécessaires pour un gouvernement affaibli par ses défaites contre les groupes armés internes à l'Est du Congo et dépourvu d'une armée digne de ce nom. Les FDLR

¹⁸ « DRC to hand over 6000 militia to Rwanda », *Xinhua* d'après *Rwanda News Agency*, 18 septembre 2001

opérant de façon autonome dans les deux Kivu sont directement visées par les accords de Nairobi de novembre 2007. Selon les informations recueillies¹⁹, ces dernières ne se font aucune illusion qu'une offensive militaire après le 15 mars 2008 est toujours possible et se préparent en conséquence à Walikale²⁰ et autour des volcans Virunga²¹. Aussi elles disent à qui veut l'entendre que les temps de se battre avec les AK 47 amenés du Rwanda lors de leur fuite en 1994 sont révolus et qu'elles ont un armement plus sophistiqué.²²

- b) Le nombre des FDLR intégrées dans les FARDC et opérant dans les deux Kivu suscite aussi un débat contradictoire et il est difficile de savoir le chiffre exact des FDLR au Congo. Le gouvernement de la RDC estimait à 6.000 le nombre des FDLR intégrés dans les FARDC et à 40.000 les FDLR présentes dans les deux Kivu²³. La mission onusienne MONUC estime, quant à elle, à 25.000 le nombre total des FDLR au Congo. Selon un rapport d'ICG du 23 mai 2003, on estimait à 8.000 FDLR présentes au Nord-Kivu et 14.000 au Sud-Kivu.²⁴ Une recherche indépendante menée en 2007 revoit le chiffre à la baisse et estime à 7.000 les FDLR installées dans les deux Kivu.²⁵ La dernière dépêche de la MONUC parle d'un total de 8.000 les FDLR au Kivu dont 6.000 au Nord-Kivu et 2.000 au Sud-Kivu.²⁶ Prétendre lancer une offensive militaire contre une force dont on ne connaît ni les effectifs ni les moyens pose un sérieux problème.
- c) Le rapatriement volontaire dans le cadre du processus DDRRR a certes réussi à ramener un certain nombre de réfugiés Hutu rwandais au pays. Cependant, le chiffre

¹⁹ Enquête de Pole Institute menée dans le territoire de Walikale du 24 février au 4 mars 2008.

²⁰ Les témoignages recueillis à Walikale auprès des chefs coutumiers sont unanimes pour confirmer l'entraînement intensif des FDLR qui ratissent large au sein de réfugiés hutu rwandais sous contrôle jusqu'au recrutement des enfants de 12 ans ainsi que de femmes.

²¹ De rumeurs non encore confirmées par une enquête indépendante font état du regroupement des FDLR autour des volcans Nyamulagira, Nyiragongo et Mikeno et de défection de certains jeunes Rwandais sympathisants à leur cause et qui les rejoignent. Entretien de l'auteur, Goma, 5 mars 2008.

²² L'hypothèse de ravitaillement en armes par les FDLR - en utilisant les profits issus de leur commerce des minerais (cassitérite, or, etc..), l'ivoire, les circuits de transports et d'autres diverses prestations - n'a jamais été prouvée par de preuves matérielles palpables ou d'une recherche approfondie. Ceci ne veut pas dire pour autant que l'hypothèse est fautive en soi. Selon nos enquêtes à Walikale le major Karim (nom de guerre) a confirmé que les profits cumulés dans l'abattage des vaches et chèvres volés aux populations de Masisi, le transport des marchandises et minerais de la cassitérite entre Hombo et Walikale, la fourniture du sable et du gravier pour la réfection de la route Goma Walikale etc... sont autant de sources de financement et les profits gérés en collaboration avec la hiérarchie militaire et politique pour « la cause » selon son expression. Les FDLR ont aussi vidé le stock des armes des FARDC à Nyanzale et Katale entre octobre et décembre 2007.

²³ « DRC to hand over 6000 militia to Rwanda », *Xinhua* d'après *Rwanda News Agency*, 18 septembre 2001

²⁴ ICG "Les rebelles hutu rwandais au Congo: Pour une nouvelle approche du désarmement et de la réintégration" du 23 mai 2003

²⁵ ROMKEMA, H. *ibid.*

²⁶ MONUC, « Kivus : Disarmament campaign for armed groups launched by DRC government », <http://www.reliefweb.org>.

exact de réfugiés Hutu rwandais (civils et militaires) rapatriés est autant incertain qu'incohérent. Selon la MONUC entre septembre 2003 et septembre 2007, le nombre de rapatriés seraient estimés à 2559 Rwandais au 24 septembre 2003, 5058 au 21 janvier 2004, 7072 au 1^{er} février 2005 et enfin 6712 en septembre 2007. A part le fait que le chiffre de février 2005 se contredit avec celui de septembre 2007, il ressort que le nombre des rapatriés reste insignifiant par rapport au nombre total de réfugiés Hutu rwandais présumés vivant au Congo²⁷.

- d) L'intégration économique des FDLR dans les différents circuits est un fait que d'aucuns nient. Elles sont dans l'exploitation artisanale des minerais d'or dans le Sud-Kivu, de la cassitérite dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu, la commercialisation de ces minerais, le transport des civils et des marchandises, l'abattage des bêtes volées dans le Masisi dans les différents marchés à Walikale et ailleurs, la commercialisation des produits finis - notamment la bière - et leur transport entre Hombo et Walikale. Toutes ces activités commerciales font des FDLR des acteurs économiques importants dans les deux Kivu. On pourrait même se demander si les dividendes qu'elles tirent du commerce au Congo ne portent pas ombrage à leur combat politique et militaire. Ceci dit, il est important de désenclaver ces marchés intérieurs sous contrôle économique des FDLR et les ouvrir à un commerce ordinaire accessible à tous les citoyens congolais notamment par des infrastructures routières, solides et durables. L'ouverture au commerce de ces zones isolées devenues le sanctuaire des FDLR pourrait s'avérer un début de la démilitarisation de ces régions. L'attrait pour le commerce pourrait éventuellement supplanter la dépendance vis à vis de l'AK 47 pour la survie. Une approche certes plus efficace que les solutions militaires qui s'enlisent dans une impasse.
- e) Les mariages entre les FDLR et les populations congolaises ont rendu possible leur intégration dans le tissu sociologique local.²⁸ Elles sont aujourd'hui considérées comme des gendres, des oncles par les Congolais eux-mêmes. Une offensive militaire

²⁷ Le major Karim (nom de guerre) avec qui Pole Institute s'est entretenu avance le chiffre de 170.000 réfugiés hutu rwandais (civils et militaires) dont 100.000 au Nord-Kivu. Ce chiffre qu'il avance est proche de celui du HCR de 200.000 réfugiés hutu rwandais qui manquaient à l'appel lors de la démolition de camps de réfugiés rwandais au Nord et au Sud Kivu en automne 1996 et ne tient pas compte de retournés. Durant l'entretien, le major Karim a aussi cité d'autres chiffres connus tels les millions de morts d'IRC qu'il utilise dans son argumentaire du double génocide. Enquête de Pole Institute, *ibid*.

²⁸ En dehors des cas de viol, les mariages de consentement entre les femmes nyanga et les FDLR sont inexistantes en territoire de Walikale sans doute pour de raisons démographiques et anthropologiques dont nous faisons économie dans ce papier. Dans d'autres territoires tels Rutshuru et Masisi, il existe effectivement des liens matrimoniaux entre les FDLR et les populations locales.

contre elles rencontre certaines appréhensions et hésitations parmi les populations locales qui entrevoient le nombre de veuves, neveux et nièces à leur charge dans un contexte de misère exacerbée par les guerres de ces quinze dernières années.

- f) De solutions politiques et militaires mal négociées, mal conçues et mal préparées contre les FDLR se sont toutes soldées par un échec et la récupération par ces dernières des territoires et des espaces vides abandonnés par les armées étrangères et nationales. Le retrait de l'armée patriotique rwandaise (APR) en octobre 2002 a rendu possible la main mise des FDLR sur certaines parties du Sud Kivu et du territoire de Walikale au Nord-Kivu. L'envoi des troupes venues de l'ouest par Joseph Kabila en décembre 2004 pour faire sauter le dernier verrou au Nord-Kivu a contraint la brigade non brassée du commandant Wilson à se retirer de Walikale. Ce territoire est aujourd'hui sous contrôle du colonel Sami ex-Mayi mayi originaire de Ntoto qui commande la 85^{ème} brigade qui collabore avec les FDLR. Les deux groupes ont la main mise sur toute l'exploitation artisanale de la cassitérite et son acheminement vers les points de vente à Bukavu, à Goma et à Kisangani ainsi que sur diverses autres activités économiques. La récente décision de février 2008 du ministre des mines de suspendre les activités minières à Walikale se bute à la logique d'un seigneur de guerre qui ne répond ni à sa hiérarchie militaire ni au gouvernement élu et dirige de main de fer un petit Etat dans un Etat. L'échec du processus de mixage et le retranchement des troupes du CNDP de Laurent Nkunda autour de Runyoni en territoire de Rutshuru ont permis aux FDLR d'occuper sans faille tout l'axe Kiwanja – Ishaasha et une grande partie du Busanza. Toute initiative militaire contre les FDLR devra tenir compte de tous ces échecs aux conséquences multiples enregistrées ces dernières années et se garder d'agir dans la précipitation sans objectifs et sans plan clairement définis.

Les accords de Nairobi de novembre 2007 prévoient l'utilisation de la force contre les FDLR après le 15 mars 2008 compte tenu du fait que leur rapatriement volontaire s'est encore une fois soldé par un échec. Une telle disposition n'est pas une première. Elle avait déjà été évoquée par l'Union Africaine le 10 janvier 2005 et confirmée lors du sommet d'Abuja du 20 et du 31 janvier 2005. Au-delà de la menace, rien ne s'est passé. D'aucuns s'attendent à ce qu'une action concrète et efficace contre les FDLR se passe au lendemain de la date butoir. Des troupes d'élite congolaises dont la formation a été promise par les USA pour traquer les

FDLR après le 15 mars 2008 se prépareraient quelque part dans le pays.²⁹ On aimerait savoir qui sont-elles et surtout les voir à l'œuvre sur le terrain. Quant au troisième partenaire des accords de Nairobi, le Rwanda, malgré sa puissance militaire, il est taxé de « velléités agressives » par un Congo humilié par les différentes rébellions. Le retour du Rwanda en RDC devra sans doute être enveloppé de beaucoup de doigté et bien négocié avec ses deux partenaires.

Il ressort de tout ceci qu'une fois encore rien ne risque de se passer. **Avant le 15 mars 2008 = Après le 15 mars 2008.** Une réalité crue que la conférence de Goma a habilement évité et préféré la faire porter par d'autres, à savoir ses partenaires dans les accords de Nairobi. Malheureusement *ces autres* ne vivent pas dans les deux Kivu et ne partagent pas le quotidien de ses populations. Le gouvernement de la RDC se retrouve encore une fois face à ses responsabilités de sécuriser les biens et les personnes dans la partie est du Congo. Son incapacité à le faire repose toute la question de sa propre légitimité.

Pour Pole Institute

Aloys Tegera

Mars 2008

²⁹ Entretien avec Jay A. Nahs, Senior Program Officer, USAID/Kinshasa, Goma le 3 mars 2008.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.